

Le silence russe : les rouages du système poutinien

Une majorité de Russes, semble-t-il, gardent le silence alors que la guerre fait rage en Ukraine et que la répression meurtrit la Russie. Interrogeons la notion de majorité favorable au Kremlin d'une part, et les mécanismes du système poutinien qui étouffent toute velléité protestataire d'autre part.

Mots-clés :

Russie, rouages de la passivité, système de croyances

Près de deux ans après le funeste déclenchement de l'invasion russe à grande échelle en Ukraine, le questionnement revient inlassablement dans les médias et les conversations privées : pourquoi la majorité des habitant·e·s de la Fédération de Russie semble-t-elle courber l'échine ? Le plus grand nombre votera-t-il en faveur de la réélection de Poutine en mars 2024 ? Développons ici quelques éléments de réflexion pour prendre le pouls de la population de Russie, pour mieux anticiper l'avenir.

Sondages et répression

Pour consulter le baromètre de l'opinion publique en Russie, le Centre Levada, la plus grande organisation russe non gouvernementale de recherches sociologiques, fait référence en la matière depuis 1988. Selon les sondages mensuels du Centre, l'approbation des décisions prises par Poutine, et par conséquent des opérations militaires en Ukraine, reste au beau fixe depuis février 2022¹ : 82 % des répondant·e·s en moyenne expriment leur soutien, avec un très léger infléchissement à 77 % en septembre 2022 lors du recul des troupes russes et de la déclaration de la mobilisation dite partielle. Une moyenne stable de 15 % exprime sa désapprobation. L'indépendance du Centre, considéré comme « agent de l'étranger »² depuis 2016, n'est pas à mettre en doute, mais la qualité des résultats interroge. Alors que la Russie s'enfonce de plus en plus dans la répression et la dénonciation, difficile en effet de répondre sincèrement à des questions frontales du type « Approuvez-vous ou désapprouvez-vous de manière générale la façon dont Vladimir Poutine s'acquitte de ses fonctions de président ? ». Pour contourner ce biais, d'autres approches ont dû être élaborées.

C'est ce qu'a notamment fait Abbas Galliamov, politologue et ancien rédacteur des discours de Poutine de 2008 à 2010, lui aussi labellisé « agent de l'étranger » depuis le 10 février 2023. Il a comparé les résultats de dizaines de sondages menés au cours de l'année qui a précédé la guerre en prenant comme marqueur central le positionnement des répondant·e·s par rapport au pouvoir et aux politiques menées, et l'a extrapolé en fonction des événements découlant du 24/2/2022³. Si cette méthodologie n'est pas irréprochable, comme il le reconnaît lui-même, elle permet néanmoins de proposer un spectre nuancé des opinions, dont les résultats doivent ensuite être

¹ <https://www.levada.ru/en/ratings/>

² La loi sur les « agents de l'étranger », initialement votée en 2012 puis progressivement durcie, concerne à présent toute personne physique ou organisation qui bénéficie d'un financement étranger ou qui est tout simplement soupçonnée de se trouver sous influence étrangère. Les journalistes et les médias indépendants, les associations à finalité sociale, les personnalités publiques et les citoyens considérés comme « agents de l'étranger » sont soumis à de lourdes contraintes administratives et sont littéralement évincés de la vie publique.

³ Analyse publiée le 12/2/2023 sur la chaîne d'opposition Telegram « Можем объяснить [Nous pouvons expliquer] ». Également accessible sur <https://poligonmedia.io/v-rossii-lish-10-idejnyh-storonnikov-vojnj/>

confrontés à ceux d'autres études. D'un côté de ce spectre, 10 % seulement de la population seraient constitués d'ultrapatriotes offrant un soutien indéfectible au maître du Kremlin, et 20 %, à la périphérie du pouvoir, soutiendraient le cours des choses tout en estimant que Poutine a épuisé son potentiel bénéfique pour le pays et devrait passer la main. De l'autre côté, 8 % de la population formeraient le noyau dur des opposants, et 25 %, à la périphérie de l'opposition, prendraient patience pour ne pas provoquer d'affrontement avec le pouvoir mais pourraient faire entendre leurs voix dissonantes l'heure venue. Entre ces deux pôles, environ 30 % de semi-loyalistes et d'apolitiques pourraient avoir été en faveur de « l'opération militaire spéciale » à ses débuts, mais hésiteraient à présent entre les deux camps ; leur mécontentement croît, et elles et ils se rallieront sans doute au vainqueur. Cette approche dessine une société russe *grosso modo* divisée en trois tiers.

Alekseï Miniàïlo, militant pour les droits civils et politiques, a quant à lui lancé en fin février 2022 le projet de recherche Khroniki, entouré d'une équipe de sociologues et d'analystes de données professionnel·le·s⁴. Leur but est d'offrir un témoignage le plus objectif et argumenté possible sur la manière dont les citoyen·ne·s de la Fédération de Russie perçoivent la guerre. Pour éviter que la peur des répressions ne fausse les résultats, plusieurs questions qui se recoupent sont posées, et les réponses sont ensuite confrontées afin de déterminer le pourcentage de personnes exprimant une position conscientisée qui ne fluctue pas au gré des questions. Selon le dernier sondage effectué du 17 au 22 octobre 2023⁵, le noyau dur des proguerres serait passé de 22 % en février 2023 à 12 % en octobre 2023, contre une moyenne stable de 19 % pour le noyau des antiguerres sur la même période. Cette approche fait apparaître une diminution sensible du soutien au Kremlin, ainsi que des hésitations persistantes chez 70 % de la population.

Selon la méthodologie utilisée, l'on passe donc d'environ 80 % de la population en faveur de la politique du Kremlin à seulement 30 %, voire 12 %. De 15 % à 33 % s'y opposeraient. Entre ces deux extrêmes se trouveraient de 30 à 70 % d'indécis·e·s.

L'inquiétante masse des indécis·e·s

Plus que la part des turbo-patriotes, c'est la stabilité du nombre des indécis·e·s qui inquiète. En près de deux ans, ces millions de personnes auraient pu basculer dans le camp des anti-Poutine, au fur et à mesure de l'augmentation des tensions provoquées par les sanctions, les échecs militaires des premiers mois et les tours de vis répressifs. Cependant, les sanctions n'atteignent sans doute pas les résultats escomptés, et les Occidentaux ont entamé une valse-hésitation à propos de l'aide militaire et financière à l'Ukraine. La Russie s'enfonce dans l'économie de guerre, et l'absence continue de positionnement tangible de la part des indécis·e·s indique leur enlisement dans l'acceptation, quels que soient les difficultés du quotidien et le nombre de morts. Le temps joue très nettement en faveur de Poutine.

Les rouages émotionnels de la passivité

Cette absence de résistance est certainement multifactorielle.

Premièrement, elle s'explique indubitablement par la peur des répressions. Selon OVD-Info, média-projet russe indépendant consacré aux répressions politiques en Russie, 19 845 personnes ont été arrêtées lors d'actions de protestation, 8122 dossiers ont été ouverts pour « discréditation » de l'armée et 789 personnes sont poursuivies au pénal pour leur position antiguerre depuis le 24 février 2022⁶.

Deuxièmement, le déni est déclenché comme mécanisme de protection face à la narration initiale de Poutine, selon laquelle le gouvernement nazi de Kiev, soutenu de longue date par

⁴ <https://www.chronicles.report/about>

⁵ <https://www.chronicles.report/chapter11>

⁶ <https://antiwar.ovd.info/>, statistiques au 10/12/2023.

l'Occident collectif⁷ qui construit en Ukraine une anti-Russie, a commis un coup d'État en 2014 et perpète depuis un génocide dans le Donbass⁸. L'idée même que ce récit puisse être un mensonge est tellement improbable que les plus confiant·e·s y adhèrent probablement pour se protéger d'une dissonance cognitive déstabilisante. Signalons que l'enseignement en Russie postsoviétique a longtemps continué de favoriser les savoirs mémorisés plutôt que l'esprit critique, même si les réformes entreprises ces vingt dernières années tentent d'y remédier⁹. Troisièmement, l'indifférence, la résignation et la passivité du peuple russe sont souvent citées pour expliquer que les gens ne descendent pas en masse dans la rue pour protester. Manifester, si ce n'est contre la guerre en Ukraine qui se déroule « là-bas au loin », au moins contre la voie répressive empruntée par le Kremlin qui les concerne tous. Le fatalisme est un élément clé de la psyché russe, et le mépris de la vie humaine est l'héritage d'un peuple brimé par le servage, affirme Sergueï Medvedev, historien spécialiste de la période postsoviétique¹⁰. Certes, l'histoire de la Russie est tissée d'effroyables périodes de violence d'État, qui ont dû pousser la population à faire le gros dos en attendant que ça passe, pour se protéger. Celle-ci est indubitablement endurente et patiente. Néanmoins, expliquer son silence uniquement par l'apathie et la soumission séculaires est terriblement réducteur. La population a fini par se révolter en février 1917, lasse des restrictions, de la guerre et de l'autocratie. Après la chute de l'URSS en décembre 1991, la Russie a vécu huit années eltsiniennes de libertés et douze années poutiniennes de relative tolérance, avant que les premiers stigmates de l'autoritarisme ne deviennent visibles en 2012. Suffisamment de temps pour que l'ancienne génération s'ébroue de la contrainte soviétique et que les plus jeunes grandissent sans carcan étouffant. Les habitant·e·s de la Fédération de Russie ont ainsi manifesté en masse en décembre 2011 contre les résultats des élections législatives, en juin 2012 lors de la « Marche des millions » contre le président Poutine, en mars 2017 contre la corruption, en janvier 2021 pour soutenir l'opposant Aleksëï Navalny, fin février-début mars 2022 contre l'invasion de l'Ukraine, et en septembre 2022 contre la mobilisation. Bien sûr, ces quelques dizaines de milliers de manifestant·e·s ne représentent pas grand-chose à l'échelle d'un pays qui compte près de 143 millions d'habitant·e·s, mais ils constituent néanmoins les forces vives que Poutine combat depuis 2012 à grands coups de décrets répressifs, d'arrestations arbitraires et de violences policières.

Les sirènes du Kremlin

Quatrièmement, le discours officiel propose un système de croyances qui est perçu par beaucoup comme socialement pertinent pour interpréter les événements qui se déroulent depuis 2014 sur le territoire ukrainien. Examinons de plus près les rouages de ce système à la lumière de la théorie du discours idéologique proposée par le linguiste Teun Van Dijk¹¹. Une idéologie y est définie comme un système de croyances partagé par les membres d'un groupe social et servant ses intérêts ; ce système est basé sur des normes et des valeurs, et est véhiculé dans les textes, les prises de parole, les interactions verbales, etc. La notion de croyance fait référence à toute idée, opinion, conviction, certitude, élément de connaissance.

Les croyances véhiculées *sotto-voce* depuis quelques années dans les discours officiels en Russie sont devenues nettement perceptibles depuis le 24 février 2022¹². Elles peuvent être

⁷ Le vocable « Occident collectif » a été récemment forgé en russe pour désigner l'ensemble des pays et des organisations (OTAN, G7, UE, etc.) perçus comme hostiles à la Russie.

⁸ Poutine V., « Обращение Президента Российской Федерации [Allocution du Président de la Fédération de Russie] », site du Kremlin, 24/2/2022.

⁹ Cf. Kachkaeva A. *et al.*, 2020, « 'Trust, but verify': Problems of formation of media literacy and critical thinking of Russian students », *Media Practice and Education*, 21(3), pp. 200–211.

¹⁰ Mandeville L., « Sergueï Medvedev : un fascisme postmoderne a émergé en Russie », *Le Figaro*, 16/2/2023.

¹¹ Van Dijk T., 2013, « Ideology and discourse », *The Oxford handbook of political ideologies*, pp. 175-196.

¹² Les éléments d'analyse présentés ici sont tirés des discours suivants.

Poutine V., « Концерт по случаю годовщины воссоединения Крыма с Россией [Concert à l'occasion de l'anniversaire du rattachement de la Crimée à la Russie] », 18/3/2022 ; « Совещание о мерах социально-

résumées par la triade « Valeurs traditionnelles, Verticale du pouvoir et Principe de la Nation » : Nous, peuple multiethnique et multiconfessionnel¹³ de la Fédération de Russie, mu-e-s par des valeurs universelles et uni-e-s dans la diversité, suivons loyalement notre président, qui nous conduit d'une main sûre pour le bien de notre Nation. Il s'agit d'une reviviscence de la triade dite d'Ouvarov, à savoir « Orthodoxie, Autocratie, Principe national »¹⁴.

Le facteur premier de l'adhésion à cette néotriade est la polarisation : l'inclusion dans le groupe, le « Nous » patriote, sécurise car elle permet de se sentir protégé-e face à « l'Autre ». Cet « Autre » recouvre à la fois ceux que le Kremlin appelle les nazi-e-s ukrainien-ne-s, l'Occident belliqueux et la cinquième colonne traîtresse dont il faut purifier le pays. La Russie mène un combat de libération pour elle-même et pour les autres pays, contre la dictature mondiale d'un seul État hégémonique ; elle lutte pour la sécurité de son peuple et pour la création d'un monde multipolaire plus juste et plus stable. Le pilier « Valeurs traditionnelles » protège les membres du groupe de la décadence occidentale, tout particulièrement des mariages homosexuels, de la diversité de genre, ainsi que de la pédophilie érigée en norme. La foi orthodoxe en est le socle. Le pilier « Verticale du pouvoir » signifie la reprise en main des pouvoirs par le Kremlin et la reconstruction d'un État fort et centralisé, après l'effritement de la puissance soviétique et le chaos des années eltsiniennes. La notion de « verticale de l'exécutif » a été utilisée par Poutine dès 2000, lors de sa toute première allocution à la Nation. Elle implique que le Président sait ce qu'il convient de faire, comment, et à quel prix. Puisqu'il porte sur ses épaules le lourd fardeau de la protection de son peuple, ce dernier peut se sentir dédouané des conséquences des décisions qui sont prises. Cette énorme responsabilité lui a été confiée par le Très-Haut. Le pilier « Principe de la Nation » pose que la Nation est une, et que cette unité nécessite de se rassembler sur ses terres historiques et de protéger ses frères au prix de sa vie. La Grande Russie partage une destinée commune avec la Petite Russie (l'Ukraine) et la Russie Blanche (le Bélarus), et leur population slave est unie au sein du « peuple russe trinitaire ». Elle suit une voie qui lui est propre, la seule voie juste, qui est inconditionnellement soutenue par l'Église orthodoxe russe. Kirill, le Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, a ainsi légitimé à de nombreuses reprises les décisions politiques et militaires du Kremlin. Il a notamment mis en lien mobilisation et rédemption, déclarant que le sacrifice de la personne qui remplit son devoir militaire la lave de tous ses péchés. Ce « Nous » sacrificiel et panslave a ouvert la porte à la négation de l'existence de l'État ukrainien et justifié la guerre d'agression.

Ce système de croyances manichéen attire car il est valorisant : le « Nous » est très nettement distingué de « l'Autre », et ce « Nous » lumineux est du côté du Bien et lutte contre le Mal. Il persuade parce qu'il permet de se sentir membre d'un groupe dont les valeurs sont défendues. Il répond à un besoin de repères pour vivre dans un monde rassurant et soutenant.

De l'autre côté du miroir

Ces quatre facteurs conjugués, associés à une censure relative, ont catapulté bon nombre de personnes de l'autre côté du miroir : la bulle axiologique et informationnelle construite

экономической поддержки регионов [Réunion sur les mesures de soutien socioéconomique aux régions] », 16/3/2022 ; « Пленарное заседание Всемирного русского народного собора [Session plénière du Conseil mondial du peuple russe] », 28/11/23 ; « Послание Президента Федеральному Собранию [Discours devant l'Assemblée fédérale] », 8/7/2000, 18/3/2022, 21/2/2023 ; « Об историческом единстве русских и украинцев [De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens] », 12/7/2021 ; « Поздравление с праздником Пасхи [Vœux à l'occasion de la fête de Pâques] », 24/4/2022, site du Kremlin.

Patriarche Kirill, homélies du 25 septembre 2022 et du 10 décembre 2023, site du Patriarcat de Moscou.

¹³ La constitution de 1993 définit la Fédération de Russie comme un État laïc et garantit la liberté de conscience et la liberté de religion. Les principales religions sont l'orthodoxie (majoritaire), l'islamisme, le judaïsme, le bouddhisme, le catholicisme et le protestantisme.

¹⁴ Sergueï Ouvarov fut ministre de l'Instruction publique sous Nicolas Ier (1825-1855). Sa triade énonçait les trois piliers de l'éducation nationale à cette époque, et elle devint le socle de l'impérialisme russe jusqu'en 1917. Cf. Markowicz A., 2022, « Et si l'Ukraine libérait la Russie ? », Éditions du Seuil, pp.31-39.

patiemment par le Kremlin fait vivre et penser dans un monde tout autre que celui qui prévaut en Occident. D'une part, la propagande martèle les poncifs poutiniens et décuple les effets du récit officiel. D'autre part, les médias indépendants ont été muselés, l'accès à certains contenus Internet et aux réseaux sociaux Twitter/X, Instagram et Facebook est bloqué ou limité par *Roskomnadzor*¹⁵. Cependant, la population a toujours la possibilité d'écouter ou de lire les très nombreuses sources d'information libres en russe sur YouTube ou Internet, quitte dans certains cas à devoir surmonter les difficultés techniques et installer un réseau privé virtuel (VPN). C'est précisément ici que l'état des quatre facteurs se resserre : les gens ont la possibilité théorique d'avoir accès aux voix dissonantes, mais ils ne les écoutent pas en raison de la peur, du déni, de l'indifférence et de l'emprise du discours poutinien. « Je ne sais rien, et je ne veux pas que tu me dises des choses déplaisantes », résume le sociologue Lev Goudkov, directeur scientifique du Centre Levada¹⁶. Au royaume de Poutine, les aveugles et les sourds sont rois.

Le discours comme arme de construction mentale massive

La Russie actuelle est polarisée entre ultrapatriotes et contestataires muselés. Entre ces deux confins sociaux, des millions d'indécis sont broyés par les rouages du système poutinien. Produire des actes de communication implique l'expression de modèles mentaux, et comprendre ces actes implique la construction de modèles mentaux¹⁷. Le Kremlin a bien compris ces enjeux discursifs et s'est emparé des mécanismes qui créent un système de croyances pernicieux auquel il est difficile d'échapper. Abstraction faite de la manière dont se dérouleront les élections présidentielles de mars 2024, les résultats du scrutin en illustreront très probablement la triste puissance.

Face à un modèle mental, chars et sanctions sont inopérants. Il n'est possible de lutter qu'à armes égales, c'est-à-dire utiliser la force constitutive du discours pour proposer une autre vision du monde. Que faisons-nous sur ce plan pour couvrir le chant des sirènes populistes et autoritaristes ? Ronronnant dans notre stabilité d'après-guerre, nous oublions sans doute parfois à quel point il est crucial de faire entendre et de défendre les valeurs démocratiques qui nous fondent, via le discours tant public que privé. Trop nombreux sont les jeunes gens qui ignorent ce que recouvrent les notions démocratiques fondamentales, telles qu'État de droit, séparation des pouvoirs et société civile. Sur ce plan-ci aussi, le temps joue contre nous.

¹⁵ Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse.

¹⁶ Tronchet S., « En Russie, malgré l'aggravation de la situation, le soutien de la population au pouvoir se consolide », Radio France/France Culture, 20/2/2023.

¹⁷ Van Dijk T., *Ibid.*